LEAP – 2011 : l'année impitoyable, à la croisée des trois chemins du chaos mondial

18/01/2011 à 6h05
Communiqué public du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique (LEAP), du 15 janvier 2011

Ce numéro (…) marque le cinquième anniversaire de la publication du *Global Europe Anticipation Bulletin*. Or, en janvier 2006, à l'occasion du numéro 1, l'équipe du LEAP indiquait à l'époque qu'une période de quatre à sept ans s'ouvrait, qui serait caractérisée par la « Chute du Mur Dollar », phénomène analogue à celui de la chute du Mur de Berlin qui entraîna, dans les années suivantes, l'effondrement du bloc communiste, puis celui de l'URSS.

Aujourd'hui, dans ce [numéro] qui présente nos trente-deux anticipations pour l'année 2011, nous estimons que l'année à venir sera une année charnière dans ce processus s'étalant donc entre 2010 et 2013. Elle sera, en tout état de cause, une année impitoyable, car elle va en effet marquer l'entrée dans la phase terminale du monde d'avant la crise (1).

Depuis septembre 2008, moment où l'évidence de la nature globale et systémique de la crise s'est imposée à tous, les Etats-Unis et, derrière eux, les pays occidentaux, se sont contentés de mesures palliatives, qui n'ont fait que masquer les effets de sape de la crise sur les fondements du système international contemporain. 2011 va, selon notre équipe, marquer le moment crucial où, d'une part, ces mesures palliatives voient leur effet anesthésiant s'évanouir tandis

que, au contraire, vont brutalement surgir au premier plan les conséquences de la dislocation systémique de ces dernières années (2).

> ***En résumé, 2011 va être marquée par une série de chocs violents, qui vont faire exploser les fausses protections mises en place depuis 2008 (3) et qui vont emporter un à un les « piliers » sur lesquels repose depuis des décennies le « Mur Dollar ».***

Seuls les pays, collectivités, organisations et individus qui ont réellement entrepris, depuis trois ans, de tirer les leçons de la crise en cours pour s'éloigner au plus vite des modèles, valeurs et comportements d'avant la crise, traverseront cette année indemnes ; les autres vont être emportés dans le cortège de difficultés monétaires, financières, économiques, sociales et politiques, que réserve 2011.

Ainsi, comme nous considérons que 2011 sera globalement l'année la plus chaotique depuis 2006, date du début de nos travaux sur la crise, notre équipe s'est concentrée, dans [ce numéro], sur les 32 anticipations de l'année 2011, qui comportent également nombre de recommandations pour faire face aux chocs à venir. C'est ainsi une sorte de carte prévisionnelle des chocs financiers, monétaires, politiques, économiques et sociaux des douze prochains mois, qu'offre ce numéro (…).

Si notre équipe estime que 2011 sera l'année la plus terrible depuis 2006, date du début de notre travail d'anticipation de la crise systémique, c'est parce qu'elle est à la croisée des trois chemins du chaos mondial. Faute de traitement de fond des causes de la crise, depuis 2008, le monde n'a fait que reculer pour mieux sauter.

Un système international exsangue

Le premier chemin que la crise peut prendre pour générer un chaos mondial, c'est tout simplement un choc violent et imprévisible. L'état de délabrement du système international est désormais tellement avancé que sa cohésion est à la merci de toute catastrophe d'envergure (4).

Il suffit de voir l'incapacité de la communauté internationale à efficacement aider Haïti depuis un an (5), des Etats-Unis à reconstruire la Nouvelle Orléans depuis six ans, de l'ONU à régler les problèmes du Darfour, de la Côte d'Ivoire depuis une décennie, des Etats-Unis à faire avancer la paix au Proche-Orient, de l'OTAN à battre les Talibans en Afghanistan, du Conseil de Sécurité à maîtriser les questions coréenne et iranienne, de l'Occident à stabiliser le Liban, du G20 à mettre fin à la crise mondiale, qu'elle soit financière, alimentaire, économique, sociale, monétaire… pour constater que, sur l'ensemble de la palette des catastrophes climatiques et humanitaires, comme des crises économiques et sociales, le système international est désormais impuissant.

En fait, depuis le milieu des années 2000 au moins, l'ensemble des grands acteurs mondiaux, au premier rang desquels se trouvent, bien entendu, les Etats-Unis et son cortège de pays occidentaux, ne fait plus que de la communication, de la gesticulation.

Dans la réalité, rien ne va plus : la bille des crises tourne et chacun retient son souffle pour qu'elle ne tombe pas sur sa case. Mais, progressivement, la multiplication des risques et des thèmes de crise ont transformé la roulette de casino en roulette russe. Pour le LEAP, le monde entier commence à jouer à la roulette russe (6), ou plutôt à sa version 2011 « la roulette américaine », avec cinq balles dans le barillet.

Evolution mensuelle de l'indice Alimentation de la FAO (2010) et des prix des principales denrées alimentaires, 2009-2010

(base 100 : moyenne 2002-2004) – Source : FAO/Crikey, janvier 2011

L'envolée des prix des matières premières (alimentaires, énergétiques (7)…) doit nous rappeler 2008 (8). C'est en effet dans le semestre précédant l'effondrement de Lehman Brothers et de Wall Street, que s'est situé le précédent épisode de fortes hausses des prix des matières premières. Et les causes actuelles sont de la même nature que celles d'hier : une fuite hors des actifs financiers et monétaires, en faveur de placements « concrets ».

Hier, les gros opérateurs fuyaient les crédits hypothécaires et tout ce qui en dépendait, ainsi que le Dollar US ; aujourd'hui, ils fuient l'ensemble des valeurs financières et les bons du Trésor (9) et autres dettes publiques.

Il faut donc s'attendre, entre le printemps 2011 et l'automne 2011, à l'explosion de la quadruple bulle des bons du Trésor, des dettes publiques (10), des bilans bancaires (11) et de l'immobilier (américain, chinois, britannique, espagnol… et commercial (12)) ; l'ensemble, se déroulant sur fond de guerre monétaire exacerbée (13).

L'inflation induite par les *Quantitative Easing* américain, britannique et japonais et les mesures de stimulation des mêmes, des Européens et des Chinois, va être l'un des facteurs déstabilisants de 2011 (14). Nous y revenons plus en détail dans ce [numéro].

Mais ce qui est désormais évident au regard de ce qui se passe en Tunisie (15), c'est que ce contexte mondial, notamment la hausse des prix des denrées et de l'énergie, débouche dorénavant sur des chocs sociaux et politiques radicaux (16). L'autre réalité que dévoile le cas tunisien, c'est l'impuissance des « parrains » français, italien ou américain, pour empêcher l'effondrement d'un « régime-ami » (17).

Impuissance des principaux acteurs géopolitiques mondiaux

Et cette impuissance des principaux acteurs géopolitiques mondiaux, est l'autre chemin que la crise peut utiliser pour générer un chaos mondial en 2011. En effet, on peut classer les principales puissances du G20 en deux groupes, dont le seul point commun est qu'ils ne parviennent pas à influencer les évènements de manière décisive.

D'un côté, on a l'Occident moribond avec, d'une part, les Etats-Unis, dont l'année 2011 va démontrer que le leadership n'est plus qu'une fiction (voir dans ce numéro) et qui tentent de figer tout le système international dans sa configuration du début des années 2000 (18) ; et puis on a l'Euroland, « souverain » en gestation qui est actuellement essentiellement concentré sur son adaptation à son nouvel environnement (19) et son nouveau statut d'entité géopolitique émergente (20), et qui n'a donc ni l'énergie, ni la vision nécessaire pour peser sur les évènements mondiaux (21).

Et de l'autre côté, on trouve les BRIC (avec, en particulier, la Chine et la Russie), qui s'avèrent incapables, pour l'instant, de prendre le contrôle de tout ou partie du système international et dont la seule action se limite donc à saper discrètement ce qui reste des fondements de l'ordre d'avant la crise (22).

En fin de compte, c'est donc l'impuissance qui se généralise (23) au niveau de la communauté internationale, renforçant non seulement le risque de chocs majeurs, mais également l'importance des conséquences de ces chocs. Le monde de 2008 a été pris par surprise par le choc violent de la crise, mais le système international était paradoxalement mieux équipé pour réagir car organisé autour d'un leader incontesté (24).

En 2011, ça n'est plus le cas : non seulement il n'y a plus de leader incontesté, mais le système est exsangue, comme on l'a vu précédemment. Et la situation est encore aggravée par le fait que les sociétés d'un grand nombre de pays de la planète sont au bord de la rupture socio-économique.

Evolution du prix de l'essence aux Etats-Unis (2009-2011) – Source : GasBuddy, janvier 2011

Des sociétés au bord de la rupture socio-économique

C'est en particulier le cas aux Etats-Unis et en Europe, où trois ans de crise commencent à peser très lourd dans la balance socio-économique et donc, politique. Les ménages américains, désormais insolvables par dizaines de millions, oscillent entre pauvreté subie (25) et rage anti-système. Les citoyens européens, coincés entre chômage et démantèlement de l'Etat-providence (26), commencent à refuser de payer les additions des crises financières et budgétaires et entreprennent de chercher des coupables (banques, Euro, partis politiques de gouvernement…).

Mais parmi les puissances émergentes aussi, la transition violente que constitue la crise conduit les sociétés vers des situations de rupture : en Chine, la nécessité de maîtriser les bulles financières en développement se heurte au désir d'enrichissement de secteurs entiers de la société, comme au besoin d'emploi de dizaines de millions de travailleurs précaires ; en Russie, la faiblesse du filet social s'accommode mal de l'enrichissement des élites, tout comme en Algérie agitée par des émeutes.

En Turquie, au Brésil, en Inde, partout, la transition rapide que connaissent ces pays déclenche émeutes, protestations, attentats. Pour des raisons parfois antinomiques, développement pour les unes, appauvrissement pour les autres, un peu partout sur la planète, nos différentes sociétés abordent 2011 dans un contexte de fortes tensions, de ruptures socio-économiques, qui en font donc des poudrières politiques.

C'est sa position, à la croisée de ces trois chemins, qui fait ainsi de 2011 une année impitoyable. Et impitoyable, elle le sera pour les Etats (et les collectivités locales) qui ont choisi de ne pas tirer les difficiles leçons des trois années

de crise qui ont précédé et/ou qui se sont contentés de changements cosmétiques, ne modifiant en rien leurs déséquilibres fondamentaux.

Elle le sera aussi pour les entreprises (et pour les Etats (27)) qui ont cru que l'embellie de 2010 était le signe d'un retour « à la normale » de l'économie mondiale.

Et enfin, elle le sera pour les investisseurs qui n'ont pas compris que les valeurs d'hier (titres, monnaies…) ne pouvaient pas être celles de demain (en tout cas, pour plusieurs années).

L'Histoire est généralement « bonne fille ». Elle donne souvent un coup de semonce avant de balayer le passé. Cette fois-ci, elle a donné le coup de semonce en 2008. Nous estimons qu'en 2011, elle donnera le coup de balai. Seuls les acteurs qui ont entrepris, même laborieusement, même partiellement, de s'adapter aux nouvelles conditions générées par la crise, pourront tenir ; pour les autres, le chaos est au bout du chemin.

_____

Notes :

(1) Ou du monde tel qu'on le connaît depuis 1945, pour reprendre notre description de 2006.

(2) La récente décision du ministère du Travail américain d'étendre à cinq ans la mesure du chômage de longue durée dans les statistiques de l'emploi US, au lieu du maximum de deux ans jusqu'à maintenant, est un bon indicateur de l'entrée dans une étape nouvelle de la crise, une étape qui voit disparaître les « habitudes » du monde d'avant. D'ailleurs, le gouvernement américain cite « *la montée sans précédent* » du chômage de longue durée, pour justifier cette décision. Source : The Hill, 28 décembre 2010

(3) Ces mesures (monétaires, financières, économiques,

budgétaires, stratégiques) sont désormais étroitement connectées. C'est pourquoi, elles seront emportées dans une série de chocs successifs.

(4) Source : The Independent, 13 janvier 2011

(5) C'est même pire, puisque c'est l'aide internationale qui a apporté le choléra dans l'île, faisant des milliers de morts.

(6) D'ailleurs, Timothy Geithner, le ministre américain des Finances, peu connu pour son imagination débordante, vient d'indiquer que « *le gouvernement américain pouvait avoir à nouveau à faire des choses exceptionnelles* », en référence au plan de sauvetage des banques de 2008. Source : MarketWatch, 13 janvier 2011

(7) D'ailleurs, l'Inde et l'Iran sont en train de préparer un système d'échange « or contre pétrole » pour tenter d'éviter des ruptures d'approvisionnement. Source : Times of India, 08 janvier 2011

(8) L'indice FAO des prix alimentaires vient de dépasser, en janvier 2011 (à 215), son précédent record de mai 2008 (à 214).

(9) Les banques de Wall Street se débarrassent actuellement, à très grande vitesse (sans équivalent depuis 2004), de leurs Bons du Trésor US. Leur explication officielle est « *l'amélioration remarquable de l'économie US, qui ne justifie plus de se réfugier sur les Bons du Trésor* ». Bien entendu, vous êtes libres de les croire, comme le fait le journaliste de Bloomberg du 10 janvier 2011.

(10) Ainsi, l'Euroland avance déjà à grands pas sur le chemin décrit dans le [précédent numéro], d'une décote en cas de refinancement des dettes d'un Etat-membre ; tandis que, désormais, les dettes japonaise et américaine s'apprêtent à entrer dans la tourmente. Sources : Bloomberg, 07 janvier 2011 ; Telegraph, 05 janvier 2011

(11) Nous estimons que, d'une manière générale, les bilans des grandes banques mondiales contiennent au moins 50% d'actifs-fantômes, dont l'année à venir va imposer une décote de 20% à 40%, du fait du retour de la récession mondiale avec l'austérité, de la montée des défauts sur les prêts des ménages, des entreprises, des collectivités, des Etats, des guerres monétaires et de la reprise de la chute de l'immobilier. Les « *stress-tests* » américain, européen, chinois, japonais ou autres, peuvent toujours continuer à tenter de rassurer les marchés avec des scénarios « Bisounours », sauf que, cette année, c'est « Alien contre Predator » qui est au programme des banques. Source : Forbes, 12 janvier 2011

(12) Chacun de ces marchés immobiliers va encore fortement baisser en 2011, pour ceux qui ont déjà entamé leur chute ces dernières années ou, dans le cas chinois, va entamer son dégonflement brutal, sur fond de ralentissement économique et de rigueur monétaire.

(13) L'économie japonaise est d'ailleurs l'une des premières victimes de cette guerre des monnaies, avec 76% des chefs d'entreprises des 110 grandes sociétés nippones, sondées par Kyodo News, se déclarant désormais pessimistes pour la croissance japonaise en 2011, suite à la hausse du Yen. Source : JapanTimes, 04 janvier 2011

(14) Voici quelques exemples édifiants, rassemblés par l'excellent John Rubino. Source : DollarCollapse, 08 janvier 2011

(15) Pour rappel, dans le [numéro] du 15 octobre 2010, nous avions classé la Tunisie dans les « *pays à risques importants* » pour 2011.

(16) Nul doute, d'ailleurs, que l'exemple tunisien génère une salve de réévaluations parmi les agences de notation et les « experts en géopolitique » qui, comme d'habitude, n'ont rien vu venir. Le cas tunisien illustre également le fait que ce sont

désormais les pays satellites de l'Occident en général, et des Etats-Unis en particulier, qui sont sur le chemin des chocs de 2011 et des années à venir. Et il confirme ce que nous répétons régulièrement, une crise accélère tous les processus historiques. Le régime Ben Ali, vieux de vingt-trois ans, s'est effondré en quelques semaines. Quand l'obsolescence politique est là, tout bascule vite. Or, c'est l'ensemble des régimes arabes pro-occidentaux qui est désormais obsolète, à l'aune des évènements de Tunisie.

(17) Nul doute que cette paralysie des « parrains occidentaux » va être soigneusement analysée à Rabat, au Caire, à Djeddah et Amman par exemple.

(18) Configuration qui leur était la plus favorable, puisque sans contrepoids à leur influence.

(19) Nous y revenons plus en détail dans ce numéro (…) mais, vu de Chine, on ne s'y trompe pas. Source : Xinhua, 02 janvier 2011

(20) Petit à petit, les Européens découvrent qu'ils sont dépendants d'autres centres de pouvoir que Washington. Pékin, Moscou, Brasilia, New Delhi… entrent très lentement dans le paysage, des partenaires essentiels. Sources : La Tribune, 05 janvier 2011 ; Libération, 24 décembre 2010 ; El Pais, 05 janvier 2011

(21) Toute l'énergie du Japon est concentrée sur sa tentative désespérée de résister à l'attraction chinoise. Quant aux autres pays occidentaux, ils ne sont pas en mesure d'influer significativement sur les tendances mondiales.

(22) La place du Dollar US dans le système mondial, fait partie de ces derniers fondements que les BRIC érodent activement jour après jour.

(23) En matière de déficit, le cas américain est exemplaire. Au-delà du discours, tout continue comme avant la crise, avec

un déficit en gonflement exponentiel. Pourtant, même le FMI tire désormais la sonnette d'alarme. Source : Reuters, 08 janvier 2011

(24) D'ailleurs, même le Wall Street Journal du 12 janvier 2011, se faisant l'écho du Forum de Davos, s'inquiète de l'absence de coordination internationale, qui est en soi un risque majeur pour l'économie mondiale.

(25) Des millions d'Américains découvrent les banques alimentaires pour la première fois de leur vie, tandis qu'en Californie, comme dans de nombreux autres Etats, le système éducatif se désagrège rapidement. En Illinois, les études sur le déficit de l'Etat le comparent désormais au Titanic. 2010 bat le record des saisies immobilières. Sources : Alternet, 27 décembre 2010 ; CNN, 08 janvier 2011 ; IGPA-Illinois, janvier 2011 ; LADailyNews, 13 janvier 2011

(26) L'Irlande, qui est face à une reconstruction pure et simple de son économie, est un bon exemple de situations à venir. Mais même l'Allemagne, aux résultats économiques pourtant remarquables actuellement, n'échappe pas à cette évolution, comme le montre la crise du financement des activités culturelles. Tandis qu'au Royaume-Uni, des millions de retraités voient leurs revenus amputés pour la troisième année consécutive. Sources : Irish Times, 31 décembre 2010 ; Deutsche Welle, 03 janvier 2011 ; Telegraph, 13 janvier 2011

(27) A ce sujet, les dirigeants américains confirment qu'ils foncent tout droit dans le mur des dettes publiques, faute d'anticiper les difficultés. En effet, la récente déclaration de Ben Bernanke, le patron de la Fed, dans laquelle il affirme que la Fed n'aidera pas les Etats (30% de baisse des revenus fiscaux en 2009, d'après le Washington Post du 05 janvier 2011) et les villes qui croulent sous les dettes, tout comme la décision du Congrès d'arrêter l'émission des « *Build American Bonds* » qui ont évité aux Etats de faire faillite ces deux dernières années, illustrent un aveuglement de Washington

qui n’a d’équivalent que celui dont Washington a fait preuve en 2007/2008, face à la montée des conséquences de la crise des « *subprimes* ». Sources : Bloomberg, 07 janvier 2011 ; WashingtonBlog, 13 janvier 2011

Laboratoire Européen d’Anticipation Politique